

M. Vauzelle: "L'autoroute ne débutera qu'en 2020!"

Colère lundi du député arlésien lors de ses vœux. Il invoque la sécurité de toute une ville

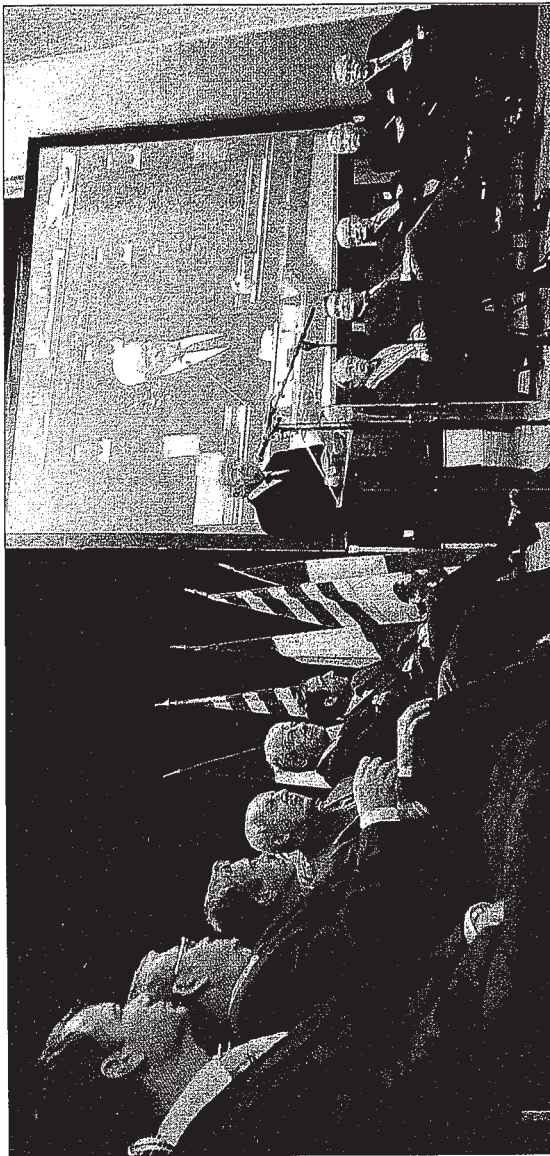
Coup de griffes, coups de gueule, appel solennel à défendre la diversité et les "valeurs républicaines", à l'union du Pays d'Arles, c'est un député et président de Région en grande forme qui s'exprimait lundi en salle des Fêtes, devant un vaste parterre d'élus et une foule assez dense. C'était pour des vœux, c'était aussi pour faire le point des grands dossiers. Petite revue de détail après une "standing ovation" finale.

UNE DÉLÉGATION D'ÉLUS, POUR LES INONDATIONS

Sur le registre de la gestion des crues et la sécurité des habitants, "l'État veut prendre des décisions autoritaires, mais il y aura, avant, des négociations conduites par M. Castoldi, sous-préfet. En attendant et pour que le gouvernement doit comprendre que le développement des villes et villages est essentiel, je conduirai une délégation des maires du Pays d'Arles le 10 février, devant M. le Préfet, pour éviter la vitrification des territoires".

LA DOUBLE PEINE DES ZONES D'EXPANSION DES CRUES

Certes, il existe un projet de loi du député Grau-du-Roi, que Michel Vauzelle soutient. Sans grande illusion "parce qu'il existe un principe en France, qui veut qu'on ne peut voter une loi qui crée une charge, sans qu'il y ait par ailleurs, des recettes fiscales". En attendant, ses lettres au Gouvernement n'ont pas reçu de réponse et il espère "que l'État continuera d'assumer la charge financière sur les digues, auxquelles la Région participe à hauteur de 30%".



Les élus du Pays d'Arles de la XVI^e circonscription, sont venus entendre les propos du député et président de Région ("deux fonctions solidaires"). Michel Vauzelle a défendu notamment les idées d'une "sécurité comme un des droits de l'homme", mais non basée sur la haine et le désengagement de l'État.

LE SCANDALE DE L'AUTOROUTE

Il y a eu un tollé dans l'assistance, quand le député a annoncé que "nous avons appris que le lancement des travaux du contournement autoroutier ne débuteront qu'en 2020! Ce n'est pas acceptable, c'est une injure aux Arlésiens et à leur sécurité" à expliqué le député qui compte aussi, avec les élus Arlésiens, se battre sur le dossier. Il en fera un cheval de bataille, notamment face à certain, Thierry Mariani, devenu, ministre des Transports après avoir tenté, en vain, de devenir président de Région.

LE PAYS D'ARLES DOIT S'UNIR

Les chiffres sont là: le Pays d'Arles ne représente

que 5% des ressources économiques du département, 10% de sa population. En revanche, "il représente 40% du territoire. Et on ne peut envisager de diviser ce territoire en deux ou en trois. Si nous voulons garder la sous-préfecture, l'hôpital, le tribunal et la Chambre de Commerce, ainsi que notre capacité de rayonnement internationale, il faut rassembler nos forces. Face à la métropole de Marseille, d'Avignon, de Nîmes, nous devons faire bloc. Nous devons avoir de rassembler les trente communes, reliées par une identité culturelle commune".

et de Miramas". Car la sécurité "est un droit de l'homme qu'on doit d'abord aux plus fragiles". En l'absence, "les villes qui ont peu d'argent doivent payer des polices municipales ou des caméras de surveillance". Bref, "il nous faut des policiers, des animateurs, des éducateurs et des magistrats" a insisté le député qui regrette aussi l'application du décret qui suspend les allocations familiales aux parents d'enfants scolarisés.

DÉFENSE: "ÊTRE ALLIÉS SANS ÊTRE AUX ORDRES"

Sur la politique générale et étrangère, il s'oppose "au suivi-me systématique de la politique américaine (...) notamment en Afghanistan" et regrette l'abandon de la politique générale et étrangère, mais s'oppose "au suivi-me systématique de la politique américaine (...) notamment en Afghanistan" et regrette l'abandon

don du projet d'Union pour la Méditerranée: "Il n'y pas deux destins, d'un côté celui des Tunisiens, Algériens, Marocains et frioleuse et refermée (...). Comment ne pas imaginer une communauté de paix et de respect! L'Europe doit se protéger en étant une grande puissance just qu'en Méditerranée, elle ne le fait pas (...). La France pourrait le faire, elle ne le fait pas au nom de l'argent-roi ce qui pose un vrai problème car la souveraineté est, et doit rester, entre les mains du peuple. Il faut résister, retire le programme du Conseil National de la Résistance présidé par de Gaulle. Pour trouver les raisons de l'espoir. Ne pas avoir peur." **Silvie ARIES**

la Provence Arles
26-1-11